

Déclaration liminaire intersyndicale aux CAEN-CCREFP du 26 septembre

(Académies d'Aix et de Nice)

Fsu, cgt edu'action, sgen-cfdt, se-unsa, Sud education

Depuis 4 ans, le ministère de l'éducation nationale a supprimé plus de 52 000 postes, 16 000 nouvelles suppressions sont d'ores et déjà programmées (94 000 emplois supprimés depuis 2002). La situation est tout aussi alarmante dans les lycées agricoles.

Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'école publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de service public. Ce dogme ne permet plus non plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Les personnels de l'éducation, les parents et les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de cette année pour dénoncer les 16 000 nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire alors même que plus de 60 000 élèves sont attendus. Ces suppressions d'emplois associées au manque d'ambition éducative dégradent encore davantage les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels. Dans l'enseignement supérieur, le maintien d'un système malthusien et inégalitaire laisse de plus en plus de jeunes en dehors de l'enseignement supérieur et refuse la possibilité de développer un enseignement de qualité.

Dans l'académie d'Aix Marseille ce sont plus de 2 100 emplois d'enseignants et d'administratifs qui ont été supprimés depuis 2003. Dans l'académie de Nice entre la rentrée 2007 et cette rentrée, les effectifs ont varié de 0,2% (quasi stabilité) alors que dans le même temps la dotation en personnels enseignants et administratifs a baissé de plus d'un point. L'enseignement agricole public en PACA s'est vu dans le même temps soulager de 19 classes et près de 16% de sa DGH.

L'Etat a donc supprimé 5 fois plus d'emplois que la variation démographique ! Ces saignées successives mettent à mal le fonctionnement du service public d'éducation au moment où d'ailleurs nos deux académies connaissent une nouvelle hausse démographique.

Dans ce contexte la préparation du prochain budget qui ne prévoit que de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif pour le système éducatif que la recherche d'économie est totalement suicidaire pour l'école. Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion par des discours lénifiants en affirmant sans cesse que l'on peut faire plus avec moins, la France reste une des pays qui investit le moins dans l'éducation. La dernière enquête « regards sur l'éducation 2011 » réalisée par l'OCDE ne fait pas que montrer que les enseignants français sont parmi les plus mal payés des pays de l'OCDE, mais pointe aussi que l'investissement de la France en matière d'éducation est inférieur à la moyenne de l'ensemble des pays. Avec 10,6% de la dépense publique française dédiée à l'éducation contre 12,9% en moyenne pour les pays de l'OCDE, le discours martelé à tous les niveaux que le budget de l'éducation est le premier budget de l'état sonne bien faux.

En plus de la question fondamentale des postes, la politique éducative, l'avalanche de mesures inadaptées, incohérentes et précipitées maintiennent un système éducatif inégalitaire qui ne permet plus de lutter réellement contre l'échec scolaire. La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget volontaire.

Pour cela les organisations syndicales de l'éducation appellent l'ensemble des personnels de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole à se mettre en grève demain mardi 27 septembre. Elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le budget 2012 et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves et étudiants.

Cet appel à la grève s'inscrit dans un plan d'action alliant actions locales et nationales (initiatives à construire lors des discussions budgétaires, journée interprofessionnelle d'action du 11 octobre...)

Aujourd'hui plus que jamais, notre pays, nos deux académies ont besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite de la situation des élèves en grande difficulté.

C'est en aidant les plus faibles que l'on aide tout le monde.

D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'école remplisse les objectifs d'une école démocratique, ambitieuse et émancipatrice.